

# CONSEIL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION AMIENS METROPOLE

Envoyé en préfecture le 28/05/2024
Reçu en préfecture le 28/05/2024
Publié le 01/07/2022
Acte Certifié exécutoire
ID : 080-218000198-20240528-AR1_2024_00537-AR
Envoyé en préfecture : 01/07/2022
Retour Préfecture : 01/07/2022

## Séance du jeudi 30 juin 2022

Nombre de conseillers en exercice : 96

Date de la convocation (affichée à la porte du siège d'Amiens métropole et adressée aux conseillers) : 24/06/2022

Début de la séance : 17h06

Fin de la séance : 22h48

Nombre de votants : 94

Le compte-rendu analytique de la séance du jeudi 30 juin 2022  
sera affiché au siège d'Amiens métropole le 08/07/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

**Séance présidée par :** A.GEST

**Objet :** 29 - Amiens. Création de la Zone d'Aménagement Concerté Boréalia 2.

**Membres présents :** MM. GEST, DESSEAUX, Mme FOURÉ, MM. RENAUX, FOUCAULT, Mme PINON, M. MERCUZOT, Mme DELÉTRÉ, MM. PENAUD, SAVREUX, GUÉANT, DUFLLOT, DUFOUR, MAQUET, DÈCLE, DE JENLIS, Mme VERRIER, M. BIENAIMÉ, Mme RODINGER, MM. LORIC, RIFFLART, Mmes BEN MOKHTAR, DEVAUX, CLECH, M. DOMISE, Mme DERIVERY, M. JARDÉ, Mme LE CLERCQ, M. STENGEL, Mmes ROY, GALLIOT, BRUNEL, BOHAIN, M. RIFFIOD, Mme DELAHOUSSE, MM. THÉVENIAUD, PRADAT, Mme BECKER, M. BARA, Mme THÉROUIN, M. VOULMINOT, Mme DESBUREAUX, M. DÉCAVÉ, Mme NOUAOUR, MM. BAÏS, DESCHAMPS, Mmes VAGNIEZ, BOCHÉ, M. DEBART, Mmes GIRARD VANDEPITTE, MM. MOLLIENS, PIOT, Mme ROUSSEL, MM. TAUFOUR, DUMEIGE, CAPRON, Mme TREFCON, MM. BOQUET, DEMARET, BARDET, ABET, Mme DUBREUCQ, MM. OURDOUILLÉ, VINDEVOGEL, Mme DOURNEL-GARAT, MM. SANGLARD, TONNELIER, BOCQUILLON, Mme DJAROUNE, M. EVRARD, Mme DUVIVIER, MM. VIGNOLLE, CHAMPION, BUSON, DARRAGON, Mme ROSE-TÉTU, M. LELEU, Mme ZOUINI siège pour la commune de Sains-en-Amiénois, Mme DOLLFUS siège pour la commune de Saint-Fuscien.

### Membres empêchés :

Mmes BELLINA (pouvoir à M. DESCHAMPS), BOUCHEZ (pouvoir à M. MERCUZOT), CRINON (pouvoir à M. BUSON), MM. DOREZ (pouvoir à M. BIENAIMÉ), DUSSART (pouvoir à M. ÉVRARD), Mmes GUFFROY, HAMADI (pouvoir à M. DESSEAUX), M. JOVELET (pouvoir à M. CAPRON), Mme LAVALLARD (pouvoir à M. RIFFIOD), MM. LAVIALLE (pouvoir à Mme VANDEPITTE), LHERMITTE (pouvoir à M. DÈCLE), Mme MARCHAND, M. MÉTAY (pouvoir à Mme VAGNIEZ), Mmes RAMBOUR (pouvoir à M.

**Séance du jeudi 30 juin 2022**

CHAMPION), SAVARIEGO (pouvoir à M. GUÉANT), M. VITRY (pouvoir à M. DEBART) se sont excusés.

M. GEST (pouvoir de M. DUFLOT) a quitté la salle de 18h01 à 18h02 pour le vote du compte administratif (point n°9) et M. DESSEAUX a alors présidé la séance.

Le point n°64 a été traité avant le point n°63.

Mme DUBREUCQ est arrivée à 17h11 (point n°3), M. DÉCAVÉ est arrivé à 17h15 (point n°6), Mmes BRUNEL et ROY sont arrivées à 17h17 (point n°6), Mme FOURÉ est arrivée à 17h21 (point n°6), Mmes DOURNEL-GARAT, DELAHOUSSE (pouvoir à M. DE JENLIS) et M. DOMISE sont arrivés à 17h23 (point n°6), M. STENGEL est arrivé à 17h24 (point n°7), Mme DELÉTRÉ est arrivée à 17h25 (point n°7), M. DUMEIGE est arrivé à 17h33 (point n°7), Mme DERIVERY est arrivée à 17h37 (point n°7), Mme NOUAOUR est arrivée à 17h53 (point n°7), M. TONNELIER est arrivé à 18h04 (point n°11), Mme BOHAIN est arrivée à 18h21 (point n°20), M. DUFLOT (pouvoir à M. GEST) est arrivé à 19h09 (point n°27), Mme BEN-MOKHTAR (pouvoir à Mme GALLIOT) est arrivée à 19h28 (point n°28), Mme ROSE-TÉTU (pouvoir à Mme GIRARD) est arrivée à 20h12 (point n°28), M. PIOT (pouvoir à Mme ROUSSEL) est arrivé à 20h46 (point n°33).

M. JARDÉ (pouvoir à Mme VERRIER) a quitté la séance à 19h29 (point n°28), Mme DJAROUNE (pouvoir à M. BOCQUILLON) a quitté la séance à 20h03 (point n°28), M. ABET a quitté la séance à 20h35 (point n°30), Mmes DOLLFUS, ZOUINI ont quitté la séance à 20h40 (point n°30), M. DOMISE (pouvoir à Mme FOURÉ) a quitté la séance à 20h55 (point n°39), M. THÉVENIAUD a quitté la séance à 21h26 (point n°51), M. DEMARET a quitté la séance à 21h43 (point n°53), M. CHAMPION (pouvoir de Mme RAMBOUR) a quitté la séance à 21h50 (point n°55), M. RIFFLART (pouvoir à Mme DEVAUX) a quitté la séance à 21h55 (point n°56), M. LORIC a quitté la séance à 21h59 (point n°60), MM. LELEU et VIGNOLLE ont quitté la séance à 22h20 (point n°72), Mme DELAHOUSSE (pouvoir à M. DE JENLIS) a quitté la séance à 22h26 (point n°80).

Marc FOUCAULT donne lecture du rapport suivant

## **Séance du jeudi 30 juin 2022**

Point n° 29

Objet : Amiens. Création de la Zone d'Aménagement Concerté Boréalia 2.

Dans un contexte de raréfaction de l'offre foncière à destination économique sur son territoire et ce pour l'ensemble des typologies et des surfaces d'activités, Amiens Métropole souhaite développer un nouveau secteur d'aménagement à vocation économique à l'ouest de son territoire, en continuité de la ZAC Renancourt en cours de réalisation.

Pour ce faire, Amiens Métropole a confié le 30 octobre 2017 à la SPL Vallée Idéale Développement, en application de la délibération du conseil communautaire du 21 septembre 2017, un mandat d'études préalables sur un large périmètre de 195 ha situé sur les communes d'Amiens et de Pont de Metz dans l'objectif d'appréhender une approche globale et cohérente d'un projet urbain sur ce territoire et de proposer à terme une offre structurée et qualitative à destination des entreprises.

A l'issue d'une première phase d'études, Amiens Métropole a décidé de prendre l'initiative de la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) dénommée « Boréalia 2 » sur un périmètre réduit d'environ 62 ha, situé exclusivement sur le territoire de la Ville d'Amiens, identifié comme secteur de développement économique dans le SCoT du pays du Grand Amiénois et correspondant aux zones 1AU et 2AU inscrites au PLU d'Amiens de part et d'autre de l'avenue Francois Mitterrand.

Par délibération n°21 en date du 18 mars 2021, le Conseil de la communauté d'agglomération Amiens Métropole a donc décidé d'engager une concertation publique préalable à la création de la ZAC en application des articles L 103-2 et suivants du Code de l'urbanisme et en a défini les modalités et les objectifs. Cette concertation s'est déroulée pendant toute la durée de l'élaboration du projet selon les modalités suivantes :

- Tenue de deux réunions publiques de concertation et d'échange avec le public les 19 et 21 mai 2021 au cours desquelles les élus et techniciens ont exposé les données du projet et répondu aux questions posées par les personnes intéressées. Les dates, heures, et lieux de ces réunions ont été précisés dans la presse locale et sur le site internet d'Amiens Métropole au moins 8 jours avant la date des réunions.
- Des publications régulières ont été faites dans le journal municipal, dans la presse locale et sur le site Internet Amiens.fr pour présenter l'objet de la concertation et ses modalités.
- Un dossier de présentation du projet de ZAC de 14 pages a été mis à disposition du public du 5 mai 2021 au 19 octobre 2021 à l'Hôtel de Ville d'Amiens, en mairie de secteur Ouest ainsi que sur le site Internet d'Amiens Métropole.

## Séance du jeudi 30 juin 2022

- Ce document présentait le contexte de la création de la nouvelle ZAC Boréalia 2, les objectifs programmatiques ainsi que les principes d'aménagement envisagés par la collectivité. En outre il précisait les objectifs de la concertation et le déroulé de la procédure de création de la ZAC.
- Ce dossier était accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations du public. Sur le site internet, une adresse mail spécifique était accessible pour permettre au public de déposer ses observations.

Par délibération n°30 en date du 16 décembre 2021, le Conseil d'Amiens Métropole a tiré le bilan de cette concertation.

Par délibération n°31 en date du 16 décembre 2021, le Conseil d'Amiens Métropole a décidé d'engager une procédure de participation du public par voie électronique.

Par délibération en date du 30 juin 2022, le Conseil d'Amiens Métropole a dressé la synthèse de cette procédure de participation du public par voie électronique.

Il est précisé que conformément à l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme, un dossier de création a été élaboré et il comprend :

**1. un rapport de présentation** qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération à savoir la réalisation d'une nouvelle zone d'activités à vocation économique permettant de répondre au déficit de foncier économique actuellement disponible sur l'agglomération et de proposer des parcelles de surfaces diversifiées pour répondre au besoin des entreprises en incluant de grands lots (5 à 20 hectares).

Il comporte également une description de l'état du site et de son environnement.

Il indique le programme global prévisionnel des constructions à savoir : environ 265 000 m<sup>2</sup> de SDP à vocation d'activités économiques de type artisanat, industrie et services à l'industrie.

Enfin, il énonce les raisons pour lesquelles au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune et de l'insertion dans l'environnement naturel ou urbain, le projet faisant l'objet du dossier de création a été retenu. Ces raisons sont notamment les suivantes :

- Le projet est compatible avec les orientations du SCoT du Grand Amiénois, du SRADDET Hauts-de-France et avec les orientations d'aménagement et d'urbanisme du PADD du PLU d'Amiens dont le règlement devra toutefois être modifié,
- Le projet permet d'offrir les superficies nécessaires aux besoins identifiés pour le développement économique du territoire tout en ayant un impact maîtrisé sur l'environnement. Sa localisation est idéale au regard notamment
  - de l'immédiate proximité de l'autoroute A 16,
  - de sa desserte par l'avenue François Mitterrand, dont le gabarit est compatible avec un développement d'activités économiques,
  - de la proximité des pôles de vie qui limiteront, par une desserte de transport en commun et de pistes cyclables, les déplacements domicile – travail,

## **Séance du jeudi 30 juin 2022**

- de l'absence de boisements, de zones humides, de haies ou d'espaces naturels remarquables,
- de la topographie en plateau du site, qui est compatible avec le développement d'une nouvelle zone d'activités.

### **2. un plan de situation ;**

### **3. un plan de délimitation du périmètre de la ZAC ;**

### **4. l'étude d'impact ;**

Il résulte de cette étude que :

- les principales mesures destinées à éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités sont :
  - Topographie : le relief sera pris en compte pour réaliser les ouvrages de gestion des eaux pluviales. Les excédents de terre seront réutilisés sur site en assurant un équilibre déblais remblais sur site.
  - Climat : Les structures végétales seront préservées et renforcées afin de stocker du carbone dans le sol et de limiter les émissions de gaz à effet de serre.
  - Sol et sous-sol : les eaux seront collectées et rejetées en dehors du périmètre de protection du captage de Pont de Metz. Il sera mis en place, avant le démarrage des travaux, un plan de secours en cas de pollution accidentelle ou d'incident.
  - Gestion de l'eau : il sera prescrit la mise en place d'espaces de stationnement perméables. Chaque entreprise devra être équipée d'un kit anti-pollution, destiné à endiguer et nettoyer un site après la fuite ou le déversement accidentel d'un produit dangereux.
  - Risque naturel : les ouvrages de collecte des eaux pluviales seront réalisés en priorité sur le site et l'imperméabilisation des parcelles privées sera limitée par la prescription de matériaux infiltrants.
  - Faune, flore, habitats et continuités écologiques : aucun défrichement ne sera réalisé entre le 1er avril et le 15 juillet. Il sera prescrit de planter un arbre, par tranche de 20 m<sup>2</sup> dans l'ensemble du site, de manière à renforcer la présence du végétal, support de biodiversité. La plantation d'essences locales sera prescrite. Il sera prévu la pose de nichoirs à chauves-souris pour la Pipistrelle commune, répartis sur l'ensemble de la ZAC.
  - Accessibilité, trafic et stationnement : les voies seront bordées de pistes piétonnes et cyclables. Il sera prévu une ligne de transport en commun pour encourager les trajets domicile travail afin de réduire les émissions de polluants liées à la voiture individuelle.
  - Paysage : l'aménagement sera réalisé de manière à assurer une intégration paysagère et architecturale. Il sera notamment réalisé un traitement paysager des limites de la ZAC par un écran végétal de transition (implantation de boisement). La qualité architecturale du bâti sera encadrée par l'intermédiaire d'un cahier de prescriptions qui s'imposeront aux constructeurs.

## **Séance du jeudi 30 juin 2022**

Il est à préciser que l'étude d'impact n'a mis en évidence aucune incidence négative du projet nécessitant la mise en place de compensations.

- le suivi de la réalisation de ces mesures et des effets du projet sur l'environnement s'effectuera selon les modalités suivantes : l'aménageur de la ZAC sera chargé du suivi de la réalisation de ces mesures.
- ce suivi fera l'objet de bilans réalisés annuellement à l'occasion de la remise du compte rendu annuel à la collectivité.

Un avis de l'autorité environnementale a été rendu le 24 août 2021.

Celui-ci contenait un certain nombre de recommandations visant à améliorer la qualité de l'étude d'impact et la prise en compte de l'environnement. Conformément aux dispositions de l'article L.122-1 du Code de l'environnement, Amiens Métropole a adressé à la MRAE, le 7 décembre 2021, un mémoire en réponse à cet avis. Ce mémoire reprenait, point par point, chacune des recommandations émises par la MRAE pour y apporter les précisions, compléments ou justifications nécessaires.

Conformément aux articles L.122-1-1 et L. 123-19 du code de l'environnement, l'évaluation environnementale comprenant l'étude d'impact a été soumise à la procédure de participation du public par voie électronique.

La synthèse de cette procédure a été établie par la délibération du Conseil d'Amiens Métropole en date du 30 juin 2022.

Il est indiqué que le dossier de création de la ZAC précise que la part locale de la taxe d'aménagement ne sera pas exigible en raison de l'exonération prévue par les articles L.331-7 et R.331-6 du code de l'urbanisme. En effet, l'aménageur prend à sa charge le coût des équipements publics suivants :

- Les voies et les réseaux publics intérieurs à la zone,
- Les espaces verts et les aires de stationnement correspondant aux seuls besoins des futurs usagers de la zone.

En conséquence, sur la base du bilan de la concertation, de l'étude d'impact, de l'avis de l'autorité environnementale, du dossier de création de la ZAC et de la synthèse de la procédure de participation du public par voie électronique, il est proposé au Conseil d'Amiens Métropole d'approuver le dossier de création de la ZAC, de créer la ZAC « Boréalia 2 » et d'autoriser Monsieur le Président d'Amiens Métropole à faire établir le dossier de réalisation de ladite ZAC.

C'est pourquoi,

## **LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Vu le code général des collectivités territoriales,



## **Séance du jeudi 30 juin 2022**

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.122-1, L.122-1-1, L. 123-19, L.123-19-1 et R. 123-46-1,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 103-2 et suivants, L. 311-1 et suivants, L.331-7, R. 311-1 et suivants et R.331-6,

Vu le schéma de cohérence territoriale (ScoT) du Grand Amiénois approuvé le 21 décembre 2012,

Vu le plan local d'urbanisme de la Ville d'Amiens,

Vu la délibération du conseil d'Amiens Métropole n°21 en date du 18 mars 2021 définissant les objectifs et les modalités de la concertation,

Vu la délibération du conseil d'Amiens Métropole n°30 en date du 16 décembre 2021 tirant le bilan de la concertation,

Vu l'étude d'impact,

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 24 août 2021,

Vu le mémoire en réponse adressé par Amiens Métropole à l'autorité environnementale le 7 décembre 2021,

Vu la délibération du conseil municipal de la Ville d'Amiens n°26 du 16 septembre 2021 portant un avis favorable sur le projet de dossier de création de la ZAC Boréalia 2 comprenant l'étude d'impact,

Vu la délibération du conseil d'Amiens Métropole n°31 en date du 16 décembre 2021 organisant la procédure de participation du public par voie électronique,

Vu la délibération du conseil d'Amiens Métropole en date du 30 juin 2022 tirant la synthèse de la procédure de participation du public par voie électronique,

Vu le dossier de création de la ZAC établi conformément aux dispositions de l'article R.311-2 du code de l'urbanisme,

## **DÉLIBÈRE**

Article 1 : le dossier de création de la ZAC « Boréalia 2 » établi conformément à l'article R.311-2 du code de l'urbanisme est approuvé.

Article 2 : une zone d'aménagement concerté ayant pour objet l'aménagement et l'équipement des terrains en vue principalement de la construction de bâtiments à vocation d'activité économique sur les parties du territoire de la commune d'Amiens

## **Séance du jeudi 30 juin 2022**

délimitées par un trait continu de couleur rouge sur le plan annexé à la présente délibération est créée.

Article 3 : conformément à l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, il est rappelé qu'aux termes de l'étude d'impact :

1° Les principales mesures à la charge du maître d'ouvrage, destinées à éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, réduire les effets n'ayant pu être évités et, lorsque cela est possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits et prévues par l'étude d'impact sont les suivantes :

- Topographie : le relief sera pris en compte pour réaliser les ouvrages de gestion des eaux pluviales. Les excédents de terre seront réutilisés sur site en assurant un équilibre déblais remblais sur site.
- Climat : Les structures végétales seront préservées et renforcées afin de stocker du carbone dans le sol et de limiter les émissions de gaz à effet de serre.
- Sol et sous-sol : les eaux seront collectées et rejetées en dehors du périmètre de protection du captage de Pont de Metz. Il sera mis en place, avant le démarrage des travaux, un plan de secours en cas de pollution accidentelle ou d'incident.
- Gestion de l'eau : il sera prescrit la mise en place d'espaces de stationnement perméables. Chaque entreprise devra être équipée d'un kit anti-pollution, destiné à endiguer et nettoyer un site après la fuite ou le déversement accidentel d'un produit dangereux.
- Risque naturel : les ouvrages de collecte des eaux pluviales seront réalisés en priorité sur le site et l'imperméabilisation des parcelles privées sera limitée par la prescription de matériaux infiltrants.
- Faune, flore, habitats et continuités écologiques : aucun défrichement ne sera réalisé entre le 1er avril et le 15 juillet. Il sera prescrit de planter un arbre, par tranche de 20 m<sup>2</sup> dans l'ensemble du site, de manière à renforcer la présence du végétal, support de biodiversité. La plantation d'essences locales sera prescrite. Il sera prévu la pose de nichoirs à chauves-souris pour la Pipistrelle commune, répartis sur l'ensemble de la ZAC.
- Accessibilité, trafic et stationnement : les voies seront bordées de pistes piétonnes et cyclables. Il sera prévu une ligne de transport en commun pour encourager les trajets domicile travail afin de réduire les émissions de polluants liées à la voiture individuelle.
- Paysage : l'aménagement sera réalisé de manière à assurer une intégration paysagère et architecturale. Il sera notamment réalisé un traitement paysager des limites de la ZAC par un écran végétal de transition (implantation de boisement). La qualité architecturale du bâti sera encadrée par l'intermédiaire d'un cahier de prescriptions qui s'imposeront aux constructeurs.

2° Les modalités du suivi des mesures d'évitement et de réduction proposées sont les suivantes : l'aménageur de la ZAC sera chargé du suivi de la réalisation des mesures visées en 1°. Ce suivi fera l'objet de bilans réalisés annuellement à l'occasion de la remise du compte rendu annuel à la collectivité.



**Séance du jeudi 30 juin 2022**

Article 4 : il est décidé de dénommer la zone ainsi créée Zone d'Aménagement Concerté « Boréalia 2 ».

Article 5 : le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone est fixé à 265 000 m<sup>2</sup> environ SDP à vocation d'activités économiques de type artisanat, industrie et services à l'industrie.

Article 6 : il est décidé de mettre à la charge des constructeurs au moins le coût des équipements visés à l'article R 331-6 du Code de l'urbanisme. En conséquence, le périmètre de la ZAC sera exclu du champ d'application de la part locale de la taxe d'aménagement.

Article 7 : le président est autorisé à faire établir le dossier de réalisation visé à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme.

Article 8 : Amiens Métropole s'engage à la poursuite de la réflexion portant sur les friches urbaines, à faciliter leur résorption et à les requalifier en priorité de futures extensions à vocation de logements ou d'économie.

Article 9 : la présente délibération sera affichée pendant un mois à l'Hôtel de Ville d'Amiens, siège d'Amiens Métropole et de la mairie d'Amiens. Elle fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du code général des collectivités territoriales.

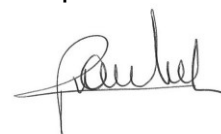
Article 10 : le vote ayant eu lieu à bulletin secret, les résultats sont les suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 94  
Nombre de bulletins blancs ou nuls : 3  
Majorité absolue : 46  
Pour : 77  
Contre : 14

Article 11 : le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Amiens,

Adopté



Alain GEST

# CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AMIENS

**Séance du jeudi 16 mai 2024**

Envoyé en préfecture le 28/05/2024
Reçu en préfecture le 28/05/2024
Publié le 21/06/2024
ID : 080-218000198-20240528-AR1_2024_00537-AR
Retour Préfecture : 21/05/2024

Nombre de conseillers en exercice : 55  
Date de la convocation (affichée à la porte de la mairie d'Amiens, publiée sur le site internet et adressée aux conseillers) : 10/05/2024  
Début de la séance : 18H14  
Fin de la séance : 22H16  
Quorum : 28

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

**Séance présidée par :** B.FOURE

**Objet :** 45 - Révision du PLU. Débat sur la consommation foncière de la ville d'Amiens.

**Membres présents :** Mme FOURÉ, M. GEST, Mme SAVARIEGO, M. DE JENLIS, Mme LAVALLARD, M. SAVREUX, Mme VERRIER, M. BIENAIMÉ, Mme DELÉTRÉ, M. DÉCLE, Mme RODINGER, M. LORIC, Mme BOUCHEZ, M. RIFFLART, Mme BEN MOKHTAR, M. DOREZ, Mme DEVAUX, M. DUFLOT, Mme HAMADI, M. MERCUZOT, Mme CLECH, M. DOMISE, Mme DERIVERY, M. JARDÉ, Mme LE CLERCQ, M. STENGEL, Mme ROY, M. FOUCAULT, Mmes GALLIOT, BRUNEL, M. LHERMITTE, Mme BOHAIN, MM. RIFFIOD, BEAUVARLET, DESCOMBES, Mmes MODESTE, VAGNIEZ, MM. THÉVENIAUD, PRADAT, Mme BECKER, MM. BARA, TELLIER, VOULMINOT, Mme DESBUREAUX, M. DÉCAVÉ, Mmes NOUAOUR, DELATTRE, M. DESCHAMPS, Mmes BELLINA, CHAUVEAU.

**Membres empêchés :** Mmes DEVÈZE (pouvoir à Mme FOURÉ), DELAHOUSSE (pouvoir à M. LORIC), MAKDASSI (pouvoir à M. BIENAIMÉ), M. BAÏS (pouvoir à Mme NOUAOUR), M. GUÉRIN

La séance a été suspendue de 18h19 à 18h58 (point n°3) pour la présentation du bilan d'activité des chantiers d'insertion.

M. DÉCAVÉ est arrivé à 18h16 (point n°3), M. JARDÉ est arrivé à 18h18 (point n°3), Mme BEN MOKHTAR (pouvoir de Mme GALLIOT) est arrivée à 18h22 (point n°3), Mme NOUAOUR (pouvoir de M. BAÏS) est arrivée à 18h26 (point n°3), Mme BOHAIN est arrivée à 18h51 (point n°3), Mme DELÉTRÉ (pouvoir à M. GEST) est arrivée à 18h52 (point n°3), M. DESCOMBES (pouvoir à M. DOREZ) est arrivé à 19h06 (point n°10), M. DOMISE (pouvoir à M. DUFLOT) est arrivé à 20h02 (point n°39), M. RIFFLART (pouvoir à M. MERCUZOT) est arrivé à 20h06 (point n°41).

Mme BEN MOKHTAR (pouvoir à Mme GALLIOT) a quitté la séance à 20h54 (point n°47), M. THÉVENIAUD a quitté la séance à 21h01 (point n°52), M. DUFLOT a quitté la séance à 21h10 (point n°52), M. FOUCAULT a quitté la séance à 21h48 (point n°69.1), Mme DERIVERY et M. RIFFIOD ont quitté la séance à 22h03 (point n°69.1)

Annie VERRIER donne lecture du rapport suivant

**Séance du jeudi 16 mai 2024****Point n° 45**

Objet : Révision du PLU. Débat sur la consommation foncière de la ville d'Amiens.

Par délibération en date du 28 janvier 2021, le conseil municipal a prescrit la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville d'Amiens. Ce projet est piloté par l'Atelier Urbanisme Architecture et Paysage (AUAP), qui s'est entouré de trois bureaux d'études spécialisés :

- Espace Ville (78220 Viroflay), chargé de la révision du PLU ;
- Environnement Qualité Service (EQS ; 80710 Quevauvillers), chargé de l'évaluation environnementale du PLU ;
- Aire Publique (75612 Paris), chargé de la communication et concertation.

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu au conseil municipal du 22 juin 2023 a défini les orientations générales d'urbanisme sur l'ensemble du territoire. Le débat au sujet de la consommation foncière de la ville d'Amiens a toutefois été reporté dans l'attente des modalités de calculs liés à la loi dite « Climat et résilience » du 22 août 2021 fixant des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols et visant à réduire de moitié la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers à horizon 2031 et à atteindre l'absence d'artificialisation en 2050.

La loi du 23 juillet 2023 et ses fascicules de mise en œuvre de la réforme ont apporté des évolutions ainsi que les précisions attendues, qui ont permis d'établir la consommation d'espaces de la ville d'Amiens pour la période de référence (2011-2021) et pour les décennies à venir. Ce volet relatif à la consommation foncière du territoire constitue la dernière composante obligatoire du PADD, au sujet de laquelle le conseil municipal doit débattre.

Ainsi les éléments fondateurs guidant l'élaboration de la partie réglementaire du document d'urbanisme (3<sup>ème</sup> phase de la révision du PLU) seront complets.

C'est pourquoi,

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AMIENS**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-11, L.153-31 et suivants,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR),

Vu la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation du Territoire et de la République (NOTRe),

Vu la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du Numérique (ELAN),

**Séance du jeudi 16 mai 2024****Point n° 45**

Vu la loi du 7 décembre 2020, loi d'Accélération et Simplification de l'Action Publique (ASAP),

Vu la loi du 22 août 2021, loi Climat et résilience,

Vu la loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux,

Vu le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) des Hauts-de-France approuvé le 4 août 2020,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Amiénois approuvé le 21 décembre 2012 et mis en révision le 19 décembre 2018,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé par le conseil communautaire le 19 décembre 2013,

Vu le Programme Local de l'Habitat approuvé par le conseil communautaire le 5 novembre 2020,

Vu le Plan Local d'Urbanisme en application, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 22 Juin 2006,

Vu la délibération du conseil municipal de la ville d'Amiens en date du 28 Janvier 2021 prescrivant la procédure de révision du PLU d'Amiens,

Vu la délibération du conseil municipal de la ville d'Amiens en date du 22 Juin 2023 prenant acte de la tenue du débat du PADD organisé dans le cadre de la révision du PLU d'Amiens,

Vu le document support établissant la consommation d'espaces de la ville d'Amiens pour la période de référence (2011-2021),

Vu le projet de zonage en cours de la révision générale du PLU de la ville d'Amiens,

Considérant que le PADD, cadre de référence du PLU, constitue le projet politique de développement de la commune pour la décennie à venir en matière d'urbanisme,

Considérant qu'aux termes de l'article L153-12 du code de l'urbanisme, le débat sur les orientations générales du PADD a lieu au sein du conseil municipal,

**PREND ACTE**

Article 1 : de la tenue du débat sur la consommation foncière venant compléter les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables organisé dans le cadre de la révision du PLU d'Amiens sur la base des documents joints.

Séance du jeudi 16 mai 2024

Point n° 45

Article 2 : la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet de la Somme et fera l'objet d'un affichage en mairie.

Article 3 : le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Amiens,



**Claudine GALLIOT**  
Secrétaire de séance

Dont acte



Brigitte FOURÉ

# CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AMIENS

**Séance du jeudi 16 septembre 2021**

Envoyé en préfecture le 28/05/2024
Reçu en préfecture le 28/05/2024
Publié le 17/09/2021
ID : 080-218000198-20240528-AR1_2024_00537-AR
Retour Préfecture : 17/09/2021

Nombre de conseillers en exercice : 55

Date de la convocation (affichée à la porte de la mairie d'Amiens et adressée aux conseillers) : 10/09/2021

Début de la séance : 18h09

Fin de la séance : 23h22

Nombre de votants : 54

Le compte-rendu analytique de la séance du jeudi 16 septembre 2021 sera affiché à la mairie d'Amiens le 24/09/2021

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

**Séance présidée par :** B.FOURE

**Objet :** 26 - ZAC BOREALIA 2. Avis sur le dossier de création comprenant l'étude d'impact.

**Membres présents :** Mme FOURÉ, M. GEST, Mme SAVARIEGO, M. DE JENLIS, Mme LAVALLARD, M. SAVREUX, Mme VERRIER, M. BIENAIMÉ, Mme DELÉTRÉ, M. DÈCLE, Mme RODINGER, M. LORIC, Mme BOUCHEZ, M. RIFFLART, Mme BEN MOKHTAR, M. DOREZ, Mme DEVAUX, M. DUFLLOT, Mme HAMADI, M. MERCUZOT, Mme CLECH, MM. DOMISE, JARDÉ, Mme LE CLERCQ, M. STENGEL, Mme ROY, M. FOUCAULT, Mme GALLIOT, M. THÉVENIAUD, Mme BRUNEL, M. LHERMITTE, Mme BOHAIN, M. RIFFIOD, Mme DELAHOUSSE, M. BEAUVARLET, Mme MAKDASSI, M. DESCOMBES, Mme DEVÈZE, MM. HECQUET, PRADAT, Mme BECKER, M. BARA, Mme THÉROUIN, M. VOULMINOT, Mme DESBUREAUX, M. DÉCAVÉ, Mme NOUAOUR, M. BAÏS, Mme DELATTRE, M. DESCHAMPS, Mme VAGNIEZ, M. MELNISANCOT.

**Membres empêchés :**

M. MÉTAY (pouvoir à M. DESCHAMPS), Mme BELLINA (pouvoir à Mme VAGNIEZ) et Mme DERIVERY se sont excusés.

La séance a été suspendue de 18h19 à 18h47 (point n°3). Mmes BOHAIN et BRUNEL sont arrivées à 18h15 (point n°3), Mme BEN MOKHTAR et M. DOMISE sont arrivés à 18h19 (point n°3), M. MELNISANCOT (pouvoir à M. DESCHAMPS) est arrivé à 18h35 (point n°3), Mme SAVARIEGO (pouvoir à Mme FOURÉ) est arrivée à 18h50 (point n°5), M. DUFLLOT (pouvoir à Mme BOUCHEZ) est arrivé à 19h20 (point n°3), M. STENGEL (pouvoir à Mme LAVALLARD) est arrivé à 19h30 (point n°3), Mme DELÉTRÉ (pouvoir à M. GEST) est arrivée à 20h19 (point n°16).

M. FOUCAULT (pouvoir à M. DUFLLOT) a quitté la séance à 22h09 (point n°30), M.



## Séance du jeudi 16 septembre 2021

DOMISE (pouvoir à M. DÈCLE) a quitté la séance à 22h15 (point n°40), Mme DELÉTRÉ a quitté la séance à 22h29 (point n°45), M. THÉVENIAUD a quitté la séance à 22h32 (point n°45), Mme BRUNEL a quitté la séance à 23h12 (point n°45), MM. RIFFLART et DUFLOT (pouvoir de M. FOUCAULT) ont quitté la séance à 23h17 (point n°45).

Annie VERRIER donne lecture du rapport suivant

**Séance du jeudi 16 septembre 2021**

Point n° 26

Objet : ZAC BOREALIA 2. Avis sur le dossier de création comprenant l'étude d'impact.

Dans un contexte où l'offre foncière à destination économique tend à se raréfier sur l'agglomération amiénoise, et ce pour l'ensemble des typologies et des surfaces d'activités, Amiens Métropole souhaite développer un nouveau secteur d'aménagement à vocation économique à l'ouest de son territoire, en continuité de la ZAC Renancourt en cours de réalisation.

Aussi, la communauté d'agglomération prend aujourd'hui l'initiative de la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) BOREALIA 2 sur un périmètre d'environ 62 ha, situé exclusivement sur le territoire de la Ville d'Amiens, inscrit dans le Schéma Cohérence Territoriale (SCoT) du pays du Grand Amiénois et correspondant aux secteurs 2AU au Nord de l'avenue de Grâce et 1AU au Sud de l'avenue de Grâce inscrits au Plan Local d'Urbanisme d'Amiens.

Les objectifs poursuivis pour cette nouvelle ZAC visent à développer un projet de qualité dans une démarche de développement durable s'inscrivant notamment dans les grands objectifs de la Troisième Révolution Industrielle en Hauts-de-France (REV3).

Dans ce cadre et conformément aux dispositions des articles L.122-1 et R. 122-7 du code de l'environnement, le projet de dossier de création de la ZAC comprenant l'étude d'impact est soumis pour avis à la Ville d'Amiens qui est intéressée par le projet de ZAC au regard de ses incidences environnementales notables sur son territoire.

C'est pourquoi,

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AMIENS**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 et R. 122-7,

Vu le Schéma Cohérence Territoriale du Grand Amiénois approuvé le 21 décembre 2012,

Vu le plan local d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la Ville d'Amiens,

Vu le courrier d'Amiens Métropole en date du 3 août 2021, sollicitant l'avis officiel de la Ville d'Amiens sur le dossier de création de la ZAC BOREALIA 2 comprenant l'étude environnementale,

Vu le dossier de création de la ZAC BOREALIA 2 comprenant les documents suivants :

- un plan de situation,
- un plan de délimitation,

**Séance du jeudi 16 septembre 2021**

- un rapport de présentation,
- l'évaluation environnementale et ses annexes,
- un résumé non technique de l'évaluation environnementale.

**DÉLIBÈRE**

Article 1 : il est émis un avis favorable sur le dossier de création la ZAC BOREALIA 2 comprenant l'étude d'impact.

Article 2 : le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Amiens,

Adopté



Brigitte FOURÉ